

LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



n° 171 - Octobre 2012ko Urria - 2 €

Notre candidat

**Enquête
sociolinguistique**
p. 3

**Collectivité
Territoriale**
p. 7 et 8

Les Clusters
p. 14 à 16

Hommages
p. 19 et 20

LES JELTZALES



JELTZALEAK





Une entreprise = un jeune embauché !

Est-ce utopique ?

Quels efforts, quels chantiers faut-il entreprendre pour redynamiser notre économie et sortir de la sinistrose qui s'est installée dans le monde du travail ? Nous pouvons pester contre la mondialisation et le chapelet de délocalisations qu'elle a entraîné, mais nos colères et indignations ne changeront rien à cet état de fait. Par contre nous pouvons développer les « valeurs » existantes et booster les énergies ratatinées par la crise, par la proximité, notre proximité basque. Ne cherchons pas midi à quatorze heures, le salut viendra de ce que nous avons sur le territoire, ce qui produit de l'emploi, de la richesse et qui permet de prélever les impôts, ce sont nos TPE, PME et PMI. C'est dans l'entreprise que se créent les emplois et la richesse, c'est là où l'état doit concentrer les efforts d'accompagnement et d'investissement. L'entreprise est d'autant plus intéressante puisque c'est une structure parfaitement contrôlable au niveau fiscal, contrairement aux sommes qui se promènent dans le monde au gré des "boursicoteurs". La taxe Tobin (taxe sur les transactions financières) devrait revenir à l'ordre du jour de nos chers dirigeants. La tâche n'est pas facile, car il faudrait un minimum de consensus au niveau européen, mais c'est

une piste qu'il ne faudrait pas négliger. En ce qui concerne les 150 000 "emplois d'avenir", proposés actuellement pour les jeunes, ils ne sont que la continuité de ce qui a déjà été proposé par divers gouvernements. Quelle est la "sortie" dans le monde du travail pour les jeunes ayant "bénéficié" de ces dispositions ? 2 sur 3 n'ont pas retrouvé un emploi et pire encore ils se sont déconnectés des exigences du monde du travail. L'école de l'entreprise étant qu'on le veuille ou non l'école de la rigueur et du bon sens, une politique plus volontariste devrait exister entre les entreprises, les centres de formation et l'état. Nous sommes persuadés que les efforts consentis en matière d'emploi jeunes, sont un investissement que l'on peut qualifier « de moyen terme » et certainement bénéfique pour toute la société. Ces mesures feraient partie d'une action essentielle de la relance économique, sans venir aggraver les dépenses de l'Etat. Une grande partie du stress et des problèmes qui rongent les familles s'atténueraient. Cela contribuerait à avoir une société plus sereine et plus responsable.

Pako Arizmendi



Rentrée 2012 : EAJ-PNB du bon côté de la force !



Etat d'urgence pour l'euskara !

L'euskara continue à régresser en Pays Basque nord, selon la V^e enquête sociolinguistique menée sur l'ensemble du Pays Basque, Communauté Autonome Basque et Navarre comprise. Constat sans appel et récurrent depuis la première enquête sociolinguistique menée en Pays Basque nord. Sans tomber dans la démagogie facile et le catastrophisme, beaucoup de voyants sont au rouge.



Manifestation en faveur de l'euskara

Baisse continue des locuteurs

En 1991, le Pays Basque nord comptait 34,1% de locuteurs bascophones. Il s'agissait du territoire le plus euskaldun. La Communauté Autonome Basque, quant à elle sortait depuis plus de 10 ans de la nuit franquiste et sa répression anti-basque. Elle avait initié une vigoureuse politique linguistique qui tardait à se traduire en résultats concrets. Elle comptait alors 24.1% de bilingues et la Navarre seulement 9.5%.

20 ans plus tard, alors qu'Iparralde a chuté à 21.4% de locuteurs bascophones, Euskadi en totalise désormais 32% et la Navarre, malgré un niveau de départ faible se maintient et même progresse légèrement à 11.7% d'euskaldun. Destins presque croisés entre le Pays Basque nord et Euskadi.

Progression chez les jeunes

Fort heureusement, l'effet de la scolarisation en euskara produit des résultats positifs chez les plus jeunes. En 2006, 16.1% des 16-24 ans étaient bascophones. En 2011, ils représentaient 17.6% de leur catégorie d'âge, soit une très faible progression. Ils représentent néanmoins, une très faible minorité, avec un risque de perte de leur compétence linguistique. La ma-

rité d'entre eux sont des nouveaux bascophones qui manient plus aisément le français. Ils évolueront dans une société et un réseau de relations majoritairement francophones. Leur compétence acquise est donc directement menacée. D'ores et déjà, le Pays Basque nord est le territoire qui expérimente le plus grand nombre de pertes linguistiques. Les bascophones navarrais sont essentiellement concentrés dans le nord de la province et ceux d'Euskadi se retrouvent dans des contextes sociaux plus propices à l'usage de l'euskara. Il y a donc chez nous un risque réel de perdre une partie de ce qui a été laborieusement et précieusement gagné.

Dans le même temps, une majorité de 59.7% des 16-24 ans sont bilingues en Euskadi. Ils sont 20.8% en Navarre. Même dans cet indicateur sur lequel repose tous les espoirs chez nous, nous sommes largement ou légèrement dépassés par les Basques du Sud.

Les autres voyants sont dans le rouge

Derniers dans la transmission familiale, dans l'utilisation de l'euskara et dans l'évolution sur l'intérêt à l'égard de l'euskara. En Euskadi et en Navarre, lorsque les deux parents sont bascophones, respectivement

97% et 95% d'entre eux transmettent l'euskara à leurs enfants. Ils descendent à 87% en Pays Basque nord. Lorsqu'un des deux parents est bascophone, 71% d'entre eux transmettent le basque dans la Communauté Autonome Basque, 67% d'entre eux en Navarre et seulement 56%, chez nous. Concernant l'utilisation de l'euskara, plus de la moitié des bascophones utilisent régulièrement l'euskara, en Euskadi et en Navarre, moins de la moitié en Pays Basque nord. De plus, depuis 1991, cette utilisation régresse nettement en Pays Basque nord, très légèrement en Navarre et progresse en Euskadi. L'attitude concernant la promotion de l'euskara évolue positivement en Communauté Autonome Basque et surtout en Navarre, alors qu'elle régresse de façon inquiétante, en Pays Basque nord. En Communauté autonome basque, 62.3 % des plus de 16 ans sont favorables à l'euskara, ils n'étaient que 55% en 1991. En Navarre, la progression est spectaculaire, passant de 21.6% de personnes pro-euskara, en 1991, à 37.7% aujourd'hui. En Pays Basque nord, au contraire, ils étaient 42.3% en 1996, ils ne sont plus que 38.5% en 2011. La Navarre moins bascophone est désormais pratiquement au niveau du Pays Basque nord.

Beñat Oteiza

Plus que jamais, le Pays Basque nord souffre de la comparaison avec le Pays Basque sud dans son ensemble. Faut-il encore rappeler la nécessité d'une officialisation de la langue basque, base indispensable pour construire une véritable politique linguistique. Pour mesurer l'écart dans le volontarisme politique, lorsqu'en 2012, en Pays Basque nord, l'Office Public de la Langue Basque consacre 10€ par habitant pour promouvoir l'euskara, en Communauté Autonome Basque, sans même compter le budget des médias publics bascophones, les services de politique linguistique du Gouvernement basque, consacrent 44€ par habitant, en faveur d'une véritable renaissance de l'euskara !



Mendiague pastoralara Hazparnen

Biziki emanaldi ederra izan da irailaren 8n Hazparneko pilota plazan. Ongi antolatua zen taula gaina eta ikusleen jartokiak antzoki batean bezala alde guzietarik ongi ikusteko. Badakigu Jose Mendiaguek (1845-1937) nahiz Alduden sortua bere gazte denbora Hazparnen pasatu zuela eta segurenik Hazparnen ikasi bertutan. Arrokiagako herriak eman du Pastoral, Jean Bordaxarek idatzia eta pentsatua. Talde ederra zen Arrokiagakoa, bereziki kantu ederrak eman dituenak berdin 2 edo 4 bozetan Sophie Larrandaburuk maisuki gidaturik beste behin.



Iduritu zaiku arraberritze bat izan dela pastoralara horretan : jeikaldiak laburragoak, emazteri eman papera oso aproposa (jantzi ederretan orain ere Erramun Garziak asmatuak) gizartearen kritika beren gain zuten, dantza bat (Chacarera Argentinakoa) eta kantu eder bat ere bai : « Virgen Morenita » indianoak aipatzen dituenak. Dantza bat hiru banderekin Uruguay, Argentina eta euskaldunen ikurrina (hiru herri hoietan bizi izan baita Mendiague). Anitz jende izan da, bereziki hazpandarrak, hola ohoratu dute Jose Mendiague beren herritarra, hunen familia ere han zelarrik. Zinez ikusgarri ederra. Ez ditzagun ahantz Mendiague ren bertsuak, Piarres Xarriton ek liburu batean bilduak.

Ederrena eta ezagutuena hau :

*Kantuz sortu naiz eta kantuz nahi bizi,
Kantuz igortzen ditut nik penak ihesi...
5 bertsutako*

*5 estrofa ditu
Kantuz ehortz nezaten, hiltzen naizenian
Kantuz ene lagunek harturik airian
Hau da 5 garrena
Kantuz ariko dira ni lurtean sartzian,
Kantu frango utziko diotet munduian
Kantu egin dezaten nitaz oroitzian.*

Pastoral landu bat eman dauku Bordaxarrek euskal imigratuen bizia erakusten duena, Euskal Etxen muntatzea, jende langilearen nekeziak eta euskaldun batzu beren herriko president izan direla : Juan Idiarte Borda Uruguayen eta Hipolito Yrigoyen Argentinan.

Milesker Arrokiagako jokalarri guzietan, Jean Bordaxar eta Sophie Larrandabururi !! Milesker Hazparneko herriari bere auzapezari eta langile guzietan.

Quebec : Emazte soberanista bat Gobernu Buru

Irailaren 4eko hauteskundeak Alderdi Quebecarrak (P.Q.) irabazi ditu, sondeoetan iragarria zen bezala. Pauline Marois deitzen da Alderdi burua. Bazuen 9 urte alderdi soberanista oposizioan zegoela : botoen %32rekin 54 eserleku ukan ditu doi doia Jean Charest, alderdi liberalekoa eta gobernu buru zenaren aitzinean %30 (50 eserleku), hirugarren delarik Quebec-en Geroa koalizioa François Legault buru %27 (19 eser leku) eta azkena 2 eserlekurekin ezker soberanista. Quebeceko erregelamendu politikoaren arabera PQ alderdi Quebecar soberanistak bakarrik goberna dezake nahiz maioria osoa ez duen bere eskuetan.

63 urteekin, Pauline Marois emazte ttipi bat da irri pollit batekin. Oso ezaguna da politika munduan. 1970ean hasi zen René Lévesque famatuaren ondoan, historian gelditu dena soberanista mugimenduaren pertsona nagusia bezala. Zenbait ministro postu izan ditu Marois andereak baina 2007n bakarrik, 2 aldiz huts egin ondoren (1985 eta 2005) heldu da PQ ren buruzagitza eta 2012n Quebec eko lehen ministro izatera. Konpetentziak dituen emaztea da, dozierak zaintzeko abila. Bere irudia leader serio batena da, akordioak egiten dakiena. Baliatuko zaio, maioria osoa ez izanez

legeak pasarazteko.

Astearte arratsean bere aldekoen aurrean Metropolis gela ederrean eskua luzatu du beste alderdiei, elgarrekin gobernatzeko, ingelesa bakarrik mintzatzen dutenak ere agurtu ditu ingelesez errespetua erakusteko, eta gero oihukatu du txaloen erdian : « Nazio bezala guhaurek hartuko ditugu erabakiak ». « Herri bat gara » oihu egin dute militantek banderak altxatuz eta gobernu buru izanen denak « Bai ukanen dugu ». Ez du haatik deusik erran noiz izanen den hori. Bere programa bereziki sozial eta ekonomiko eremuei buruz egina du. Ez da erreferendum baten ordua. Aipatua izan da halere frantsesaren aldeko legea (101 legea) indartzea.

Oharra : Pondu txar bat, gizon (inglesa) ero batek arma batekin tira duenean eta gizon bat hil beste bat kolpatuz.

Eusko Jaurlaritzak egin 5 garren inkesta soziolinguistikoa

Abuztuaren 2 ko Herria astekariak eman ditu emaitzak E. Bachoc en eskutik. Iparralde 3 eskualdetan banatua da.

- Baionaldea : gutienik euskalduna 8 561 euskaldun(% 9). Euskaldun hartzaileak : 5 929 (%6)
- Lapurdi Barnealdea : 25 600 euskaldun (% 24). Euskaldun hartzaileak (%11)
- B. Nafarroa-Zuberoa : 16 968 euskaldun (%52). Euskaldun hartzaileak 4 582 (%14)

Iparralde osoan 16 urtez goitiko 238 360 jende badira :

- BAM en 98 899, Lapurdi barnealdean : 106 879, B. Nafarroa-Xiberuan 32 582
- Eta horietan 51 100 euskaldun (%22) ; hartzaileak 21 742 (%9) ; erdaldunak 105 518 (%69) Hartzaileak = irakurtzen eta entzuten dutenak baina euskaraz mintzatzen ez direnak. Indar anitz egin da Iparraldean euskara erakasteko eta zabaltzeko, ohore lan hori egiten dutenei. Baina Iparraldeak ez du Euskadik bezala egitura politiko bat ofizialtasuna emaiten diona eta buruzagi batzu konbentzituak euskara indartzeko. Euskadin 30 urtez bikoiztu dute euskaradunen kopurua. Nafarroak badu egitura politikoa baina bere eremua 3tan zatitua da euskararentzat eta buruzagi politikoak ez dira euskararen bultzatzaile ; emaitzak ahulak dira. Egiazko modeloa euskara indartzeko Euskadi da.



Comment dit-on cacophonie en socialiste ?

Les élus socialistes étaient venus en bloc participer à la réunion du Conseil des élus du 6 septembre. Et vu le déplacement en force, on se doutait bien qu'on allait en prendre plein la vue avec des positions fortes et dignes de l'enjeu : l'avenir institutionnel du Pays basque.

Mais patatras. Alors que J. Jacques Lasserre, le président du Conseil des élus, soumettait au vote un texte, fruit du travail sérieux du conseil, les élus PS s'accordaient une récréation. Sur la douzaine d'élus socialistes, on comptait au moins 4 positions : les « pour » (M^{mes} S. Alaux et F. Espagnac et F. Maitia), les « contre » (J. Espilondo, G. Mondorge), les neutres (K. Ecenarro) et les « non mais oui il faut que j'appelle Jo Labazée » (C. Capdevielle, H. Etcheto, C. Aragon, C. Martin, P. Favraud, M. Bergé, A. Villeneuve). C'est ce dernier groupe qui est le plus intéressant, puisque dès le rendez-vous suivant, un peloton s'est détaché (C. Capdevielle, C. Aragon, C. Martin) pour dire que finalement ils étaient maintenant "pour". Ouf ! Si le gouvernement à Paris est à l'image du PS local, cela promet quelques bons moments d'incompréhensions et de grands moments de solitude pour le président Hollande...

Ne tirez pas sur l'ambulance

Ce n'est pas notre genre de tirer sur l'ambulance, mais impossible de résister à une petite dernière concernant la cohérence des socialistes sur la question de la collectivité du Pays Basque. Comme il n'y a aucune raison de faire profil bas après la cacophonie du 6 septembre, Mathieu Bergé élu socialiste bayonnais à la région Aquitaine, n'a pas résisté à la tentation de donner quelques explications supplémentaires. A notre confrère le Journal du Pays Basque, il affirme : « *Je me sens socialiste, républicain, décentralisateur, euskalzale. Je refuse le terme de nationaliste jacobin* ». Belle profession de foi qui permet d'y voir plus clair. Hélas, une phrase plus loin, on note qu'il « *respecte la revendication identitaire, mais qu'il ne la partage pas* ». Pour

quelqu'un qui se dit euskalzale (« *qui aime le basque* »), curieux. Enfin, si quelqu'un y comprend quelque chose, prière de téléphoner au secrétariat de LEMA qui pourra en faire une traduction en Môn-khmer. Ce sera nettement plus compréhensible pour tous les autres...

C'est la faute à Voltaire

Dans cette affaire de la collectivité du Pays Basque, on en oublierait presque que la majorité du conseil des élus du Pays Basque a voté le texte demandant une collectivité territoriale pour le Pays Basque. Et même si les élus PS ont donné un triste spectacle, ne soyons pas naïfs. Non, tous les élus de droite et du centre des partis hexagonaux n'y sont pas favorables. Seulement, ces derniers temps, ils font profil bas, laissant le président du conseil des élus, Jean Jacques Lasserre, avancer. Pour ne pas avoir à en dire du mal, ils pratiquent la politique de la chaise vide. Au final, on voit bien les arrières pensées politiques pointer le bout de leur nez : si le texte voté prospère, le mérite reviendra en grande partie aux élus du centre et de la droite. Si par contre, il ne passe pas le grand oral devant l'axe Paris-Bordeaux-Pau, il sera toujours temps de dire que c'est la faute aux socialistes qui n'ont pas tenu leurs promesses. Il est vrai que le PS a toutes les cartes en main : il contrôle tous les pouvoirs, du département à l'État en passant par le Sénat, l'Assemblée nationale et la Région...

A la pointe de l'actualité !

Dans la presse quotidienne, il y a toujours des actualités prioritaires. Le Journal du Pays Basque a trouvé les siennes en faisant sa Une sur la réunion du conseil des élus du Pays Basque dès le 8 septembre, soit deux jours après l'assemblée. Pour Sud-Ouest, il a fallu attendre un peu. Un article de fond consacré à la fameuse réunion du 6 septembre est sorti le 13, soit une semaine après ! Il est vrai qu'entre temps, le quotidien régional a dû gérer d'autres sujets autrement plus brûlants, comme la certification du haricot maïs du Béarn ou le développement de la culture du chanvre. Comment dit-on prioritaire sur les rives de la Garonne ?

Élections en vue

Ce sont celles de la Chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques qui auront lieu en janvier prochain. La campagne a notamment été lancée par le syndicat ELB (2 élus dans la chambre sortante), qui a annoncé une liste d'union avec son équivalent en Béarn, la Confédération paysanne (1 élu). Car malgré sa puissance en Pays Basque (il fait jeu égal avec son principal concurrent la FDSEA), ELB ne peut espérer peser davantage que ses 2 élus dans un scrutin qui se joue au niveau départemental. En s'associant avec la Confédération paysanne du Béarn, le syndicat basque espère faire vaciller l'empire de la FDSEA (17 élus). Et pourquoi pas de faire chuter la Fédé avec le concours de l'autre syndicat important, la coordination rurale (1 élu). En attendant que Euskal herriko laborantza ganbara devienne officiellement la chambre d'agriculture du Pays Basque...

Labourer profond

La FDSEA n'a pas attendu les élections de janvier prochain pour préparer le terrain. Ce travail de fond a déjà commencé lors des précédentes élections à la Chambre d'agriculture, avec l'arrivée d'un nouveau président à la Chambre d'agriculture, Jean Michel Anxolabehere : jeune, basque, éleveur en montagne de brebis laitières en race locale. Un président qui contrastait avec ses prédécesseurs et avec l'image de la FDSEA (vieillissante et relais de défense des gros agriculteurs). Ce travail de renouvellement de ses cadres, la Fédé l'a poursuivi en Pays Basque avec l'arrivée de nouveaux visages jeunes, à l'image de celui du maire de Larraine (Xiberoa), Sébastien Uthurriague.

Car la FDSEA qui sait compter, sait que l'élection se jouera au Pays Basque, où ELB est en mesure de contrecarrer son hégémonie. Mais ELB a-t-il su s'adapter à la nouvelle stratégie de la FDSEA ? La réponse sera donnée par les agriculteurs eux mêmes, dès le début 2013...



L'heure de la décision

La revendication d'une Collectivité Territoriale du Pays Basque poursuit son rythme de croisière. L'Assemblée Générale du Conseil des Elus et les Assises de la démocratie locale, à Bayonne ont permis de mesurer l'état du rapport de force chez les élus.

Une majorité pour la CTPB

À l'issue de l'Assemblée Générale du Conseil des Elus, une large majorité de 25 voix a décidé d'approuver la création de cette institution, alors que des socialistes ont présenté deux motions qui éluaient cette demande. C'est une nouveauté puisque pour la première fois, une contestation a vu le jour. Cette protestation est néanmoins ambiguë. 7 élus socialistes présentent une motion mais ils refusent de voter contre la motion majoritaire favorable à la Collectivité Territoriale. Leur agissement a été irrespectueux envers le Conseil de Développement et le Conseil des Elus.



Une personne décisive : M^{me} Lebranchu, Ministre de la Décentralisation

La plupart de ces personnes ont été totalement absentes des débats menés au sein de ces deux institutions depuis plus d'un an. La motion proposée par le Conseil des Elus a été envoyée voilà 1 mois pour donner à ses membres le temps de la réflexion. Et voilà qu'au dernier moment, cette motion surgit, sans que personne n'ait eu le temps de la lire et d'y réfléchir.

Une contestation mal préparée

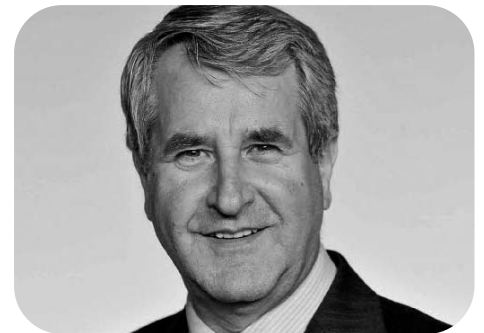
De plus, l'amendement proposé n'est pas argumenté. Il approuve la fin du statu quo pour réclamer une structure

qui gère par délégation des compétences du Conseil Général et du Conseil Régional. Cette structure serait composée des membres de ces Collectivités. En quoi cette nouvelle proposition serait plus efficace pour le territoire que la CTPB ? aucun argument comparatif n'est avancé. Il s'agit en tout cas d'autre chose qu'une Collectivité Territoriale puisque d'emblée, les membres de cette entité seraient délégués, donc non élus au suffrage universel. Par contre, pourquoi faire simple quand on peut faire compliquer ? Voilà que ce nouveau machin se rajouterait au département et à la région. Ces partisans du millefeuille institutionnel devraient clarifier leurs motivations. Sont-ils là véritablement pour débattre d'une meilleure gouvernance du Pays Basque ou sont-ils les fidèles relais des Conseils généraux et régionaux qui craignent la perte d'un territoire et de leur pouvoir quitte à sacrifier l'efficacité des politiques publiques en Pays Basque ? Y a-t-il une crainte anti-abertzale sur l'enclenchement de l'épouvantail « séparatiste » ? Au moins, il aurait été plus clair que ces choses soient dites pour dissiper toute arrière-pensée.

Les absents peuvent encore s'exprimer

Quelques jours plus tard, ils écriront une tribune libre où avec un aplomb certain, ils affirment participer au débat, contrairement aux absents dont ils étaient, avant de saisir que l'heure de la contestation, c'était maintenant ou jamais. Quelle sera l'influence de cette fronde de la dernière heure sur l'avenir de la Collectivité Territoriale ? Le seul message que l'on ait reçu est la nécessité d'un consensus basque sur cette question. Que signifie le consensus ? cela signifie-t-il l'unanimité qui est un objectif

impossible à atteindre dans une société aussi diverse ? Il s'agit plutôt d'une large majorité qui approuve ce projet. Cet objectif est-il atteint ? oui si l'on se fie au résultat du vote et à l'absence de vote opposé. Il serait néanmoins préférable que les absents s'expriment, essentielle-



Philippe Richert, Président du Conseil Régional d'Alsace

ment les représentants des Communautés de Communes et les autres Conseillers Généraux. L'actualité alsacienne montre que le consensus local est primordial. Dans le cadre d'une réunion à l'Elysée, entre le gouvernement et les présidents de régions, François Hollande a affirmé à Philippe Richert, président du Conseil Régional d'Alsace que l'Elysée et Matignon, « feront ce que les Alsaciens veulent pour le Conseil unique d'Alsace ».

Un contenu à approfondir

Quel serait le contenu de cette Collectivité Territoriale que l'on peut déduire des travaux du Conseil des Elus ? Pour résumer, il s'agirait d'une structure qui exercerait de larges compétences en priorité sur la langue basque, la culture, les transports en commun, le développement économique, le tourisme, l'agriculture, l'habitat/logement et les relations transfrontalières. Il s'agit des compétences prioritaires. Si cette structure doit se substituer au minimum au Conseil



Général, elle devra se doter d'autres compétences qui correspondent aux exigences de la loi, comme par exemple, les services sociaux de proximité envers les publics dépendants ou en difficulté : personnes âgées, enfants, publics marginaux. Ils représentent actuellement 45.7% du budget du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques.

Le projet d'EAJ-PNB

EAJ-PNB continuera à défendre une Collectivité Territoriale spécifique qui se substitue au Conseil Général des Pyrénées Atlantiques et à la Région Aquitaine. La dimension régionale est selon nous nécessaire pour deux raisons : elle entraînera une réelle simplification administrative pour les Basques, en rap-



prochant la région et le département à leur réalité. Il y aurait un pouvoir politique en moins. Par ailleurs, le département est une institution ancienne qui n'a pas été pensé comme levier de développement d'un territoire. Cela est le rôle de la région qui agit sur le développement économique, la formation professionnelle, la recherche ou l'aménagement du territoire. La prochaine étape de l'institutionnalisation du Pays Basque est fixée au 11 Octobre où une délégation du Conseil des Elus sera reçue par M^{me} Marylise Lebranchu, la ministre bretonne, en charge de la Réforme de l'Etat, de la fonction publique et de la décentralisation. Le train de la Collectivité Territoriale poursuit sa route.

Beñat Oteiza

Nouveaux ralliements

Les Etats Généraux de la démocratie locale se sont tenus le 11 septembre, à Bayonne, quelques jours après l'Assemblée Générale du Conseil des Elus. L'occasion pour évoquer à nouveau le projet qui est au cœur de la vie démocratique locale : la Collectivité Territoriale spécifique du Pays Basque. Les partisans élus de ce projet institutionnel, abertzale, centristes, socialistes l'ont défendu bec et ongles. Jean-Michel Galant y voit une manière de rapprocher les pouvoirs publics des administrés, Jakes Abeberry a rappelé les manquements historiques de l'Etat, alors qu'Alain Iriart évoquait la nécessité de bousculer les habitudes. Jean René Etchegaray ironisait sur un Pays Basque qui est toujours en expérimentation alors que Sylviane Alaux rappelait la nécessité du respect à l'égard du travail accompli depuis plus d'un an. L'opposition a été faible avec Guy Mondorge qui rappelle la

notion de bassin de vie qui irait d'Hendaye jusqu'à Dax. La Bidasoa n'est plus une frontière pour les Hendayais depuis longtemps. Ils la traversent plus régulièrement que l'Adour. L'institutionnalisation du Pays Basque n'est pas lié à cette notion de bassin de vie, sinon quelle serait la légitimité des départements, sans parler des Régions, en France ?

Coup de théâtre. Des élus socialistes ont changé d'avis. Après avoir soutenu la motion alternative, ils soutiennent désormais la motion majoritaire. Il s'agit de Marie Christine Aragon, Conseillère Générale de Bayonne Est, Christophe Martin, Conseiller Général de Bayonne Nord et de Colette Capdevielle, députée de la V^e circonscription.

Mme Aragon explique que leur position initiale était motivée par la nécessité ressentie de proposer plusieurs options institutionnelles plutôt que « la seule hypothèse fermée de la Collectivité Territoriale ». Elle reconnaît que les tenants de cette motion s'y sont mal pris. Elle revient donc à sa position personnelle et défend désormais la CTPB. Au cours de cette réunion, Jean Lassalle a également annoncé son soutien à l'approfondissement du travail sur la Collectivité Territoriale du Pays Basque. Désormais, les 3 députés « basques », 2 sénateurs du département et bon nombre de Conseillers Généraux ont déjà signé le texte de la motion majoritaire. D'autres élus devraient la signer, soit une majorité confortable en faveur de la Collectivité Territoriale spécifique. Jamais dans l'histoire contemporaine, une institutionnalisation du Pays Basque n'a réuni autant de grands élus.



Grande Manifestation pour La Diada à Barcelone

Mardi 11 septembre un million et demi de Catalans ont défilé à Barcelone pour demander l'indépendance. La Diada c'est l'Aberri Eguna de la Catalogne. Tous les partis sauf le PP étaient présents. Cette manifestation énorme a beaucoup marqué les esprits. Par ces temps de crise la Catalogne souffre beaucoup car 25% des impôts catalans vont à Madrid. En 1980, les Catalans n'avaient pas accepté comme Euskadi le risque de lever l'impôt eux-mêmes, c'est pour cette raison qu'ayant une dette importante ils ont du demander l'aide de Madrid, comme Valence et Murcie, 2 régions très endettées. Les Catalans excédés de cette situation sont venus en masse débordant leurs partis politiques en scandant : La Catalogne prochain Etat de l'Europe.



1,5 million de manifestants catalans
dans les rues de Barcelone

Le gouvernement actuel de Catalogne est entre les mains de la coalition CiU (centre droit proche d'EAJ-PNB). Artur Mas le Président de la Generalité est un modéré. Il n'a pas participé à la manifestation mais a déclaré qu'il était de tout cœur avec les manifestants. Après la manifestation il a déclaré « *Nous avons donné une bonne image au monde et lui avons fait parvenir un message fort : nous voulons être libres et une nation normale parmi les autres.* »

Est il pour l'indépendance ? Il ne l'a pas dit mais il a souhaité que la Catalogne devienne un Etat. Une solution à mi chemin en ce moment où il négocie un partage de la fiscalité avec Madrid. « *Pour exister notre nation a besoin d'un Etat. C'est un processus normal car nous avons notre langue, notre culture et notre histoire.* »

Ces dernières années, la demande majeure des principaux partis catalans a été un nouveau Statut. Il y a 10 ans, le PSC (parti socialiste catalan), ERC, et ICV avaient formé un

gouvernement tripartite qui obtint du Parlement son feu vert pour le Nouveau Statut en 2005.

Mas était à la tête de l'opposition. Il fut un protagoniste très important du processus puisqu'on lui demanda de négocier le Statut avec Zapatero. Bien que la majorité des citoyens catalans l'accepta par référendum en 2006, le Tribunal Constitutionnel le refusa. Il y eut une manifestation de protestation monstre (légèrement inférieure à celle de la Diada).

En 2010, les 3 partis payèrent le désespoir des citoyens. CiU gagna les élections et Artur Mas devint président de la Généralité.

ETB a trente ans

Lors d'une soirée présidée par Patxi Lopez en présence de tous les leaders politiques basques, Iñigo Urkullu pour EAJ-PNB, Laura Mintegi pour EH Bildu et Antonio Basagoiti pour le PP, les 30 ans de la radio Euskal Irratia ont été célébrés. Que de chemin accompli depuis le début en 1982 ! Si cette radio donne surtout des nouvelles d'Euskadi-Sud, ces dernières années Iparralde a aussi une petite place avec son correspondant Andoni Lizeaga. Depuis que Patxi Lopez est lehendakari, il y a eu des hauts et des bas mais l'audience d'Euskal Irratia a toujours résisté et s'est même amélioré. L'euskara utilisé tout en étant dans la ligne du batua est parfaitement compréhensible. Souhaitons que dans 30 ans la Radio publique basque existe de façon uniforme sur l'ensemble du Territoire Basque tout en préservant les particularités de chaque txoko du Zazpiak bat.

Dernière sortie de Basagoiti : il a proposé de privatiser ETB sauf le canal en basque ETB1 par respect des bascophones (dit il). Mais c'est la raison qu'il donne qui vaut son pesant d'or : on fait trop de politique au Pays Basque sur les autres canaux. Il faut faire de l'économie et non de la politique !! On sait que le souci de Madrid et du PP c'est de recentraliser l'Etat Espagnol !

La Centrale nucléaire de Garoña sera fermée

C'est une Centrale qui se situe en terre castillane (province de Burgos) mais est très proche de l'Alava et de Gasteiz. Elle est âgée de plus de 40 ans et a été le lieu de plusieurs incidents. Après plusieurs manifestations écologiques où les Basques ont participé et une résistance du producteur Nuclenor tout le monde est d'accord pour qu'elle ferme

comme en France, celle de Fessenheim. Basques et Alsaciens ne seront donc pas menacés par des centrales vieillottes et dangereuses. Par contre, l'Espagne n'a que 6 centrales face à une cinquantaine pour la France. Fukushima a marqué les esprits. Les énergies renouvelables ont avancé davantage en Espagne qu'en France grâce à la Navarre et à Euskadi.

Dernières propositions d'Artur Mas

Le jeudi suivant le jour de la Diada Artur Mas a été invité à parler au Forum Europa de Madrid où il a déclaré que « *face à la fatigue mutuelle avec l'Espagne le moment pour que la Catalogne devienne un Etat est arrivé après les décennies où nous avons essayé de créer en Espagne un Etat aimable où la Catalogne aurait pu bien se sentir. Maintenant, le mieux est que le peuple catalan décide : votons et si la majorité se considère comme une nation, en démocratie, il faut écouter et ensemble trouver des solutions. Trouvons des consultations autorisées par les Institutions de l'Etat. Vous verrez le résultat. Nous ne sommes pas fous et nous ne voulons pas nous jeter dans la violence. Nous sommes un peuple qui a une longue histoire et qui veut trouver une solution pacifique pour notre futur. Nous faisons ces demandes de l'intérieur de l'Europe et même de l'intérieur de l'Euro que nous essayons de défendre. C'est le moment de créer les instruments d'un Etat propre à la Catalogne.* »

Ce discours a rappelé la Proposition d'Ibarretxe. Aussitôt, le PP a dit que c'était une impasse.

Ramuntxo Kanblong

De la part des militants PNB d'Iparralde à Iñaki Azkuna Maire de Bilbao :

Nous vous présentons nos plus vives et plus sincères condoléances, suite au décès de votre épouse Anabella, qui a été une épouse discrète, une femme impressionnante, sympathique ainsi qu'une grande intellectuelle. Iñaki Azkuna, un maire qui a fait le Bilbao du 21^e siècle a toujours été très chaleureux avec les militants d'Iparralde qui l'ont approché. Nous pensons à lui en ce douloureux moment.



En campagne !

L'actualité politique en Pays Basque sud se résume à la tenue des prochaines élections autonomiques du 21 Octobre. Nous vous les présentons avec une interview du candidat à la présidence d'EAJ-PNB, Iñigo Urkullu, actuel président de l'Euzkadi Buru Batzar.

Un Parlement à renouveler

Le Parlement basque actuel compte 30 députés d'EAJ-PNB, 25 du Parti Socialiste, 13 du Parti Populaire (droite espagnole), 4 d'Aralar (un parti de la gauche abertzale), 1 d'Eusko Alkartasuna, 1 d'Ezker Batua (les communistes et écologistes espagnols) et 1 de UPyD (centralistes espagnols). EAJ-PNB est le premier parti de la dernière Assemblée, après avoir obtenu près de 39% des voix, mais la coalition PSE-PP avait permis l'élection de Patxi Lopez, comme Président ou Lehendakari. La stratégie anti-abertzale avait pleinement fonctionné. Pas de candidature de la gauche abertzale historique pour cause d'interdiction, EAJ-PNB relégué dans l'opposition et un Lehendakari qui ose malgré tout déclarer une politique d'entente entre différents, en créant un front espagnol et en ignorant la majorité sociale abertzale.



Le Parlement Basque

Les élections à venir répondent aux mêmes règles. 75 députés seront élus pour constituer le nouveau Parlement, 25 par province, 25 en Araba, 25 en Gipuzkoa et 25 en Bizkaia, même si la province de Biscaye est beaucoup plus peuplée que les deux autres et réunit à elle seule près de la moitié de la population de la Communauté Autonome Basque.

Des élections anticipées

Ces élections du 21 octobre sont en fait des élections anticipées, puisqu'en temps normal, elles auraient dû avoir lieu en mars 2013. Les raisons officielles invoquées sonnent creux. Patxi Lopez, l'actuel président socialiste prétend avoir accompli tous ses objectifs, alors que la liste des promesses de campagne non réalisées est bien longue. Mais la raison officieuse principale est celle de ne plus pouvoir gouverner suite à la rupture du Pacte de gouvernement avec le PP. L'impossibilité de voter le budget 2013, à la fin de l'année 2012 aurait considérablement affaibli le gouvernement socialiste, pour aborder les élections de mars 2013. Il était donc opportun de les avancer, avant ce vote, d'autant que le PP vit actuellement une longue séquence d'impopularité, suite aux plans d'austérité adoptés à Madrid. Les socialistes souhaitent en profiter. EAJ-PNB avait anticipé la probabilité d'élections durant l'automne 2012. Le candidat à la Lehendakaritza avait été élu par tous les alderdikide, y compris ceux d'Iparalde en Juillet dernier, suite à un long processus interne.

Bakartxo Tejeria, une parlementaire du Gipuzkoa est candidate à la présidence du Parlement Basque.

Iñigo Urkullu, notre candidat

Iñigo Urkullu, l'actuel président de la direction nationale d'EAJ-PNB, l'Euzkadi Buru Batzar a été choisi à l'unanimité des délégués comme le candidat au poste de Lehendakari, de président du Gouvernement basque. Cet homme de 50 ans a déjà une longue expérience politique. Né à Alonsotegi, il a également vécu à Barakaldo dans la Biscaye industrielle. Fils d'une famille ouvrière nationaliste, il adhère à EAJ-PNB, en 1977, lors de la restauration démocratique et la sortie de la clandestinité d'EAJ-PNB, à la

fin de la dictature franquiste. Il devient un militant actif d'EGI, le mouvement de jeunes du Parti. Il présidera ce mouvement et réalisera un discours, à l'occasion du mémorable Alderdi Eguna de 1983, à Aixerrota.



Une campagne médiatique intense

Il est diplômé d'un Master en Philologie basque, à Derio. Il est également devenu expert en gestion du loisir, à l'Institut du Loisir de l'Université de Deusto. C'était également un bon footballeur, après avoir joué en première division junior au club Larramendi. Avant de dédier son temps à la politique, il fût dans le monde de l'Education, comme professeur de l'ikastola « Asti Leku » de Portugaleta, puis professeur du Collège Public « Felix Serrano » de Bilbao.

Il débuta son ascension politique comme membre du Bizkai Buru Batzar, l'exécutif régional d'EAJ-PNB, en Biscaye, de 1984 à 1987, puis de 1996 à 2000. Il devint le président de cette direction régionale en 2000. Il a également occupé des fonctions politiques, en devenant le directeur de la Jeunesse et de l'action communautaire de la Diputacion de Biscaye, entre 1987 et 1994. Il fut également parlementaire basque, entre 1984 et 1987 et de 1994 à 2007. Il devient président de l'Euzkadi Buru Batzar, en Janvier 2008 et a été réélu à ce poste, à l'unanimité, en Janvier 2012.

Une campagne positive

Pour l'heure, Iñigo Urkullu est le seul candidat à mener une campagne positive, en égrenant les propositions d'un programme électoral préparé



depuis plus d'un an, par plus de 3 500 personnes. Les autres mènent une campagne négative de critique systématique contre EAJ-PNB, avec des arguments purement querelleurs et souvent démagogiques peu à même de réconcilier les citoyens avec la politique. Iñigo Urkullu refuserait un débat avec Patxi Lopez, alors que rien ne justifie ce face à face dans le cadre d'une campagne où l'égalité de parole prévaut entre les candidats. EAJ-PNB aurait un pacte occulte de coupes sombres sans apporter le moindre début de preuve et en faisant une analogie simpliste entre la « droite basque » et la droite espagnole. Voter EAJ-PNB reviendrait à voter pour l'indépendance, alors qu'EAJ-PNB défend ouvertement un projet de nouveau statut... Iñigo Urkullu a fixé pour priorité la lutte contre la crise pour mener le deuxième redressement d'Euskadi. Il souhaite également consolider le vivre ensemble en Euskadi et doter la Communauté Autonome Basque, d'un nouveau statut politique, en 2015.



Iñigo Urkullu présente ses nombreuses propositions

Le programme électoral

EAJ-PNB et Iñigo Urkullu proposent 607 initiatives et 171 engagements. Le Gouvernement mené par EAJ-PNB fera de l'austérité, la garantie des aides sociales basiques et la croissance de l'emploi, les axes de principaux de sa gestion.

Austérité dans les dépenses courantes :

- Ordonner les comptes. Un audit sera réalisé pour connaître et donner à connaître la situation réelle dans laquelle le Gouvernement actuel laisse les comptes en tenant compte d'indicateurs basiques : déficit, dette et engagements des départements et des Sociétés Publiques.

- Engagement en faveur de la stabilité budgétaire. Pas d'endettement sur les dépenses courantes. Réaliser les objectifs de déficit.
- Révision des contrats signés ces derniers mois par le Gouvernement. Ils excèdent 100 000€. Cela dissipera le doute sur une opacité qui mine la confiance en l'Administration.
- Réduction de la structure de l'Administration. Du plus petit des coûts, des voitures officielles ou des dépenses protocolaires et de publicité, jusqu'à l'allègement de la structure des Départements et des Sociétés Publiques.
- Ajustement des dépenses courantes et des transferts en faveur de l'économie réelle. Il s'agira de la dépense interne de l'Administration, comme l'excès de notes d'information, les services divers et variés, les consommables et la maintenance. Comme pour chaque domicile, le Gouvernement basque devra également se serrer la ceinture et optimiser ses ressources pour épargner.

Garantie des dépenses sociales basiques

- Le plus urgent : la sécurité des pensions aux veufs, aux veuves et aux retraités.
- Programme extraordinaire de garanties pour éviter les expulsions de logement.
- Aide aux personnes bénéficiaires du minimum social et incitation accrue à leur insertion sociale par le travail.
- Récupérer la qualité des services publics de la Santé et de l'Éducation.

Tout cela sans oublier la nécessité de garantir la durabilité du système. Il faudra parvenir à un grand accord institutionnel, avec les diputaciones et les mairies pour affronter les problèmes et les résoudre dans un horizon à long terme.

Croissance pour l'emploi :

- Engagement à créer de l'emploi en faveur des jeunes. Programmes d'auto-emploi, stages et formations professionnelles dirigés à 20 000 jeunes basques.
- Impulsion d'initiatives d'appui au commerce urbain et aux professionnels urbains.

- Programme spécial d'appui financier aux PME doté de 250 millions d'euros.
- Garantie d'investissement en innovation jusqu'à atteindre l'objectif réel de 3% du PIB établi dans la Stratégie Europa 2020.



L'innovation est au cœur des préoccupations d'EAJ-PNB

- Appui à l'internationalisation de l'entreprise pour gagner une présence dans le monde, en investissant dans notre propre marque : "Basque country".
- Engagement concernant le système financier basque, orienté vers l'industrie et l'appui à l'activité économique, en Euskadi.

Ce projet a un seul objectif. Réaliser un grand pas en avant. Tous unis. Sans que personne ne se sente exclu. Nous sommes prêts à ce grand engagement collectif dont Euskadi a besoin. Un engagement historique. Un engagement possible. Nous avons besoin d'un projet. Faire réalité la transition basque grâce à un grand accord. Un grand accord pour croître dans l'autogouvernement du bien-être. Pour être en relation sur une base de bilatéralité. Pour qu'Euskadi ait une reconnaissance et une présence propre dans le monde. Un grand accord pour garantir le respect de la volonté librement exprimée par les Basques. Un grand accord pour faire d'Euskadi, une réalité, une Nation européenne en paix. Une paix définitive basée sur trois engagements :

- 1- délégitimation de la violence et solidarité envers les victimes
- 2- éducation pour la Paix, les droits humains et le vivre ensemble démocratique
- 3- défense des droits civils et politiques. La mémoire pour vivre ensemble.



EAJ-PNB kanpainan

Hala hauteskunde kanpaina-ren berri batzu

Testigantzak web orrian

Buruilaren 26tik aurrera, www.ezagutzendudalako.org web guneak euskal gizarte zibileko pertsona nabarmenek Iñigo Urkullu Lehendakariaren nortasun eta ibilbideari buruz, eta Ajuria Eneara sartu ezker, borrokatu beharko dituen erronken inguruan eskaini dituzten testigantzak biltzen ditu.

“Iñigo ezagutzen dugu, berarekin lan egin dugulako, elkarrekin ikasi dugulako, elkarrekin gozatu eta sufritu dugulako, hazten ikusi dugu, borrokatzen, eztabaidan, negoziatzen ikusi dugu... horregatik nahi dugu zuk ere ezagutzea. Guk ezagutzen dugun modu berean. Beste batzuek gure ahotsa toki guztietara helarazi nahi dugu, beragandik espero duguna jakin dezazuen” irakur daiteke web orrialde honen aurkezpen testuan.



testigantzak web gunean

www.ezagutzendudalako.org web guneak hainbat bideo eskainiko ditu Euskadiko bizitza sozial, kultural ekonomiko eta politikoko ordezkari ezberdinen iritziekin. Txema Montero abokatua, Begoña Errazti Eusko Alkartasuna alderdiko buru ohia, Juanjo Alvarez, Juan Ignacio Pérez Iglesias eta Rosa Miren Pagola unibertsitateko irakasleak, edo Enrike Zuazua matematikoa. Era berean aurki daitezke Andrés Urrutia euskaltzainaren, Miguel Madariaga Euskadi Txirringularitza Fundazioko Presidentearen eta Magdalena Mugica « Mujer SXXI » taldeko Presidentearen grabazioak. Ekimen honek hurrengo asteotan jarraituko du hazten, kultur sorkuntzako, kirol arloko,

osasan, hezkuntza, euskara, berrikuntza, enpresa edo lankidetzeta esparruetako ordezkariak eta Iñigo Urkullurekin harreman berezia izan duten pertsonak egingo dituzten ekarpenekin.



Iñigo Urkullu Irrati saio batean

« Ez inposatutako elkarbizitza »

Iñigo Urkullu EAJren EBBren presidente eta Lehendakariak azpimarratu duenez, Euskadi eta Espainiaren arteko “dibortziorik” bilatzen ez duen arren, bera ez dago “inposatutako elkarbizitarako” prest, hori “nahi izan ez dugun” ezkontza delako. RNE irratiari eskainitako elkarrizketan, Urkulluk “Espainiarengandik dibortziatu nahi” ez duela, eta horren ordez “elkarbizitza adeitsua” planteatzen duela baieztatzean egin zituen adierazpenak azaltzeko esan duenez, “Madriletik, defentsa planteatzeko egiten diren irakurketak argitzeko” egin zituela “besteok Madril erasotzen egongo bagina bezala”.

“Eta catalunyar eta euskal hiritarrok, eta beraz, EAJK bere historia osoan planteatu dugun bakarra izan da Espainiar Konstituzioan aitortzen zaigun nortasun nazionalaren defentsa, eta nazionalitateen inguruan Konstituzio bera urratu dutenak PP eta PSOE alderdiak izan direla kontuan hartuta” gaineratu du.

Bere esanetan, popular eta sozialistek “nazionalitate historiko hauek autonomi Estatu eredu baten barruan sartu nahi izan dituzte + denentzako kafea + sisteman integratuta”. “Kontua ez da dibortzioa bilatzen dela, baina hemen eta orain argitu nahi dut, hau ez dela dibortzio bat bilatzea, nahi ez den ezkontzan gaudelako” gaineratu du. Edozein kasutan azpimarratu du bera ez dagoela “inposatutako elkarbizitza” jarraitzeko.

« Konpromisoa krisialditik irtetea da »

Iñigo Urkullu EAJren EBBren presidente eta lehendakariak Madrilén Nueva Economía Foroan eskaini duen hitzaldian azpimarratu duenez, “Hurrengo euskal hauteskundeotan EAJri emandako babesak izango da krisitik irteten saiatzeko babesa, zorrotzaz gubernatzeko, hazteko eta enplegua sortzeko. Behin betiko bake eta elkarbizitzaren alde lan egiteko babesa. Euskadin, autogobernu maila handiagoa bilatzeko babesa izango da; lana, akordioa eta elkar ulertzea lortzeko babesa. Jakin badakigu ezinbestekoa dela Elkarbizitza eta Elkartasuna indartzea, hiru hamarkadatan mehatxu, gorroto eta terrorea bizi ondoren”.

Urkulluk hasieran aipatu du Espainiar Estatuko egoera ekonomikoa “Gobernuak alait arinen erabaki behar du erreskatea, eta halakorik egiten ez badago, baldintzak, nazioarteko babesa eta merkatuen babesa negoziatzen hasi behar du. Erreskatea Europako agintari ekonomiko eta politikoei negoziatu behar da, eta baita Nazioarteko Moneta Funtzarekin ere, kalifikazio agentzien jarrera arduratsua jasotzeko”.

Jeltzaleen buruak Euskadik bizi duen egoera politikoa ere aipatu du “Euzko Alderdi Jeltzalearen asmoa da Euskadi Europa barruko Herri gisa aitortua izatea, eta batasunak eta nazioarteko erakundeek hala aitortzea. Gure nortasun nazionalaren aitortza. Estatus politiko berria, elkarrekin bizitzeko, baina elkar ulertuz, eta mendekotasunik eta etengabeko mesfidantzarik gabe. Eta, jakina, akordio berri honek Euskal Herriaren berrespena beharko du”. Amaitzeko, Iñigo Urkulluk zera adierazi du “nire borondatea, EAJren borondatea da krisi honen ondorio politiko eta ekonomiko aurre egitea. Elkarrekin adostea, elkarrekin jarduteko. Elkarbizitzarako akordioa, elkar ulertzeko. Aurre egin ezean, gaiztotuko diren arazoak konpontzeko”.



Iñigo Urkullu : “ rendre réelle la transition basque ”

Iñigo Urkullu, le président d'EAJ-PNB est un homme sérieux, méthodique et familier, Il est réputé être un homme de dialogue, accessible, discret, affable. C'est sans aucun doute l'homme politique qui a les meilleures relations avec les autres Partis Politiques. Nous l'interrogeons sur la campagne électorale en cours.

Quel est votre objectif majeur ?

La paix est un objectif majeur qui se concrétise. En 2006, j'ai directement participé à construire et à consolider la paix durant les conversations de Loiola. Nous étions au point d'en finir avec la violence en Euskadi. Le Parti Socialiste, la Gauche Abertzale et la Parti Nationaliste Basque ont pris part à ces conversations. Alors que l'accord final allait être signé, ETA décida de le rompre et de reprendre l'activité armée.

Voilà un an, j'ai oeuvré en faveur de la Déclaration de Aiete, à Donostia-Saint Sébastien. La déclaration signée avec l'aval de personnalités internationales ouvra la voie pour qu'ETA, quelques jours plus tard, déclara la fin de son activité armée. Je fus l'intermédiaire entre la Gauche Abertzale et le Gouvernement espagnol pour rendre possible la Déclaration de Aiete et le communiqué d'ETA.

Quel est le sens de votre programme ?

Il s'agit d'un programme basé sur l'austérité tout en assurant le maintien des services publics basiques. La consolidation de la paix sera également une priorité. Nous sommes prêts à un grand engagement collectif pour Euskadi. Un engagement historique. Un engagement réalisable. Il s'agit d'idées et de propositions concrètes. Nous sollicitons la confiance des électeurs pour avancer vers l'Euskadi que nous voulons. L'Euskadi voulu par la majorité de la société basque.

Quels sont vos grands axes de campagne ?

- Une Euskadi avec une économie productive et de l'emploi. Nous devons retrouver une politique industrielle, en soutenant les entrepreneurs et les nouvelles entreprises, les autonomes, le petit commerce

et l'économie sociale. Nous devons investir dans l'innovation, la clé de notre futur et dans les infrastructures. Nous devons promouvoir une Euskadi durable dans tous les sens du terme.

- Une Euskadi leader dans la Santé et l'Education. Un prestige retrouvé et la qualité en faveur du système de Santé. L'excellence doit être le moteur du système éducatif, en somme une Euskadi solidaire.
- Une Euskadi qui mise sur sa jeunesse et sa culture. Une Culture basque ouverte et plurielle avec une politique linguistique qui favorise le vivre ensemble.
- Une Euskadi sans violence, ouverte au monde, tant dans l'internationalisation des entreprises que pour Euskadi elle-même. Une Euskadi maîtresse de son destin, participative, plurielle, avec une Administration efficace. Une Euskadi, nation européenne.



Iñigo Urkullu lors de la présentation du programme

Quel est votre projet ?

Rendre réelle la transition basque grâce à un grand accord. Un grand accord pour un plus grand autogouvernement synonyme de bien-être. Pour être en relation bilatérale avec l'Espagne et non en position de subordination. Pour qu'Euskadi ait une reconnaissance et une présence spécifique dans le monde.

Un grand accord pour garantir le respect de la volonté librement exprimée par les

Basques. Un grand accord pour rendre réelle l'idée d'une Euskadi, nation européenne.

Une Euskadi, nation européenne, dans la paix.



Iñigo Urkullu avec Juan Jose Ibarretxe

Une paix définitive basée sur trois engagements :

- La délégitimation de la violence et la solidarité envers les victimes
- L'Education pour la Paix, les droits humains et le vivre ensemble démocratique
- La Défense des droits civils et politiques et la mémoire pour une meilleure compréhension commune

Mais tout n'est pas une question de programme. Nous continuons à travailler aujourd'hui dans la discrétion. La discrétion ne signifie pas occultation. Elle est synonyme au fait de nouer des complicités suffisantes pour continuer à avancer. Nous le faisons avec ceux qui ont la responsabilité d'avancer. En respectant et en reconnaissant les victimes. Mais aussi avec la générosité qu'une société démocratique doit avoir pour dépasser le passé. Sans oublier. Nous le devons à nos parents et à nos grands parents... et nous le devons à nos enfants.



Jordi Vera : « nous aurons un Etat Catalan »

Jordi Vera, est le président, en Catalogne nord de Convergence Démocratique de Catalogne, le principal parti catalaniste, membre de la coalition CiU. Il revient sur l'actualité et sur un processus irréversible de constitution d'un Etat catalan, en Europe.



Quelles sont les raisons profondes qui expliquent le grand succès de la manifestation de la Diada?

En 2010, après la décision du Tribunal Constitutionnel de modifier les compétences du nouveau statut d'autonomie voté en référendum par les Catalans en 2006, un sentiment d'incompréhension s'était déjà développé en Catalogne : l'acte le plus visible en avait été la manifestation du 10 juillet 2010 qui rassemblait un million de personnes. Il s'agissait alors d'une manifestation de refus. S'ensuivirent en novembre des élections donnant la majorité à CiU dont le programme s'articulait autour de l'obtention du « concierto economico » comme dernière opportunité d'une relation aimable avec l'Espagne.

Mais, le non-respect de pans entiers du nouveau statut, l'invasion systématique de nos compétences juridiques, le non-paiement des dettes de l'État, la non-réalisation ou l'arrêt d'infrastructures prévues ont provoqué l'exaspération de la population. A quoi il faut ajouter la tentative d'abroger le modèle d'immersion linguistique dans les écoles. La crise économique espagnole a surtout mis en lumière le pillage de l'effort fiscal des Catalans par le reste de l'Espagne : bon an mal an, entre 16 et 20 milliards s'évaporent des comptes catalans vers une « solidarité forcée » avec les régions espagnoles affligées d'un déficit fiscal sans fin.

Toutes ces questions ont amené le peuple catalan à considérer que continuer à vivre sous domination espagnole comportait plus d'inconvénients que d'avantages, et qu'il était temps d'avoir notre propre État Catalan en Europe. Les Catalans pensent aujourd'hui, chiffres à l'appui, qu'avec une Catalogne indépendante, ils vivraient mieux.

Artur Mas évoque « la transition nationale catalane ». De quoi s'agit-il ?

En fait, il s'agissait au départ d'avancer des positions chaque fois qu'un consensus social voyait le jour, faire un pas en avant : le pacte fiscal, le fédéralisme, l'asymétrie... Mais, face aux refus de Madrid, le peuple et aussi la majorité politique ont accéléré le rythme. Aujourd'hui, il s'agit du chemin à parcourir entre maintenant et le moment de l'indépendance.

convoquera des élections qui auront un caractère plébiscitaire car tous les partis partisans d'un État porteront dans leur programme la proclamation de cet État. Puis on proposera à Madrid de discuter des modalités de la séparation. Le « problème » catalan ne sera plus un problème interne espagnol, mais un problème européen et international. Il sera donc traité conformément au Droit International, par un référendum où une majorité du peuple catalan aura à répondre à une question claire et précise : « *Voulez-vous que la Catalogne soit un État Catalan dans le cadre de l'Union Européenne ?* »



1 catalan sur 5 dans les rues de Barcelone !

Comment franchirez-vous l'obstacle espagnol, fermé à la seule idée de l'autodétermination des Catalans ou des Basques ?

Il est vrai que la Constitution ne permet pas le droit à l'autodétermination, mais il est vrai aussi que la volonté majoritaire d'un peuple, exprimée démocratiquement ne peut pas être ignorée. Nous sommes dans un cas de choc de légitimités ! Nous allons créer à partir de nos institutions actuelles des structures d'État : fiscalité propre, relations internationales, etc. Nous continuerons à l'heure où j'écris cet article à réclamer le pacte fiscal, avec peu de chances de réussite, mais comme un dernier acte de bonne volonté avant le divorce. Le non-respect du mandat du Parlement Catalan sur le pacte fiscal mettra fin à la législature. Le Président Mas

Comment aborderez-vous le processus d'intégration de l'État catalan à l'Union Européenne ?

Il n'y a pas de précédent dans l'Union Européenne d'un territoire d'un État membre qui se sépare de l'État auquel il était intégré. Nous sommes conscients des difficultés qui nous attendent, mais optimistes car nous sommes sûrs que l'UE ne voudra pas « expulser » un État qui produit un excédent fiscal de 10 à 12 milliards par an et qui possède un endettement de seulement 23% du PIB. L'« expulsion » d'une économie prospère comme la Catalogne serait un très mauvais signe pour l'Euro ! Passées les premières réactions espagnoles, chacun acceptera le choix des Catalans.



Les clusters : une organisation locale d'avenir



Maia Larronde de Ajuriaguerra est titulaire d'un master en « International Business », à l'université de Hull, près de Liverpool et d'un master en « Global Management » délivré par Bordeaux Ecole de Management. Elle a réalisé un mémoire sur l'intérêt pour une entreprise d'évoluer dans un cluster d'Euskadi. Une occasion pour mieux connaître un cluster de l'intérieur.

Toutes les personnes interrogées sont unanimes sur l'apport de ces structures dans la compétitivité des entreprises.

Comment définiriez-vous un cluster ?

Il s'agit d'une concentration géographique d'entreprises et d'institutions interconnectées dans un domaine donné. Les clusters regroupent donc les entreprises et entités qui sont importantes pour leur compétitivité. En effet, ils prennent en compte par exemple les fournisseurs, les fabricants de produits complémentaires et/ou d'autres entreprises industriellement liées au niveau technique ou technologique. Les clusters coopèrent aussi avec les gouvernements ou avec d'autres institutions telles que les universités, des groupes de réflexion, des centres de formations et des sociétés commerciales qui vont apporter au cluster des formations spécialisées, de l'information, de la recherche et du support technique.



Président du cluster Hegan

Pourquoi les Basques du sud ont-ils créé des clusters ?

Historiquement et dès l'industrialisation du XIX^e siècle, le Pays Basque et la Catalogne étaient les régions les plus dynamiques d'Espagne. Mais, dans les années 80, le Pays Basque sud subit une grave crise industrielle et économique, comme d'autres régions européennes spécialisées

dans les vieilles industries, crise qui sera aggravée, par l'intégration européenne de l'Espagne (1986) et donc une concurrence étrangère plus performante. Dans ce contexte, le but du Gouvernement basque a été de mettre en place une stratégie pour moderniser les vieilles industries et conquérir de nouveaux marchés en développant de nouveaux secteurs et services (l'aéronautique, l'énergie, etc). Michael Porter, célèbre professeur de l'université d'Harvard a été consulté pour soutenir la reconversion industrielle d'Euskadi. La création des clusters a été l'innovation majeure de cette coopération. Le Pays Basque en a été le laboratoire européen voire mondial.

Comment la greffe des clusters a-t-elle prise ?

Ils ont été imposés par le Gouvernement basque. Les industriels l'ont tous souligné. Aujourd'hui, personne ne regrette cette expérience et les différents acteurs des clusters parlent d'un véritable succès. Il a été démontré que le fait d'appartenir à un cluster peut être très bénéfique pour les entreprises, qui développent leur productivité, leur innovation et donc leur performance, ce qui constitue un véritable avantage compétitif.

Quels sont les principaux avantages identifiés par les entreprises ?

Le marché de l'emploi évolue vers les secteurs clusterisés. Ces regroupements qui concernent un secteur d'activités bien précis sont publiquement connus et associés au dynamisme et à l'avenir, d'où une spécialisation prioritaire des jeunes et des

demandeurs d'emploi vers ses secteurs. Aussi, l'activité d'un cluster est principalement ciblée par les universités qui sont partenaires de ce cluster. Tout cela facilite les recrutements de personnes qualifiées. Les clusters attirent les talents et de ce fait renforcent les entreprises partenaires. Pour les entreprises, cela a pour conséquence positive un investissement moindre pour trouver des personnes en adéquation avec leur offre.

Le fait de travailler ensemble procure-t-il d'autres avantages, notamment vis-à-vis des fournisseurs ?

Les différents acteurs d'un cluster travaillent conjointement notamment à la réduction des coûts de transactions grâce à la création de synergies. Cela concerne directement les fournisseurs, car l'achat regroupé en masse permet aux entreprises de baisser les coûts des fournisseurs. A l'intérieur des clusters, se créent des « bases » de fournisseurs spécialisés qui sont au service de différentes entreprises du cluster. Cela a pour première consé-



Le logo de Gaia, le cluster électronique / télécommunications

quence de diminuer les coûts de transport étant donné que les entreprises sont fournies localement et non par des fournisseurs géographiquement éloignés. Il n'y a donc pas non plus de coût d'importation et de retard dans les délais de livraison. Aussi,



les risques que les fournisseurs augmentent leur prix est moindre à cause de l'effet de la réputation locale. Finalement les fournisseurs sont également sur place pour proposer des services d'assistance (réparation, installation, etc.) aux entreprises.

La proximité géographique a-t-elle d'autres effets positifs ?



Xabier Ortueta, le directeur général du cluster AFM

Elle permet une meilleure transmission des connaissances entre tous les acteurs d'un cluster. La proximité permet de faciliter les échanges et les rencontres. Cela permet de régler des problèmes communs.

La coopération et la transmission d'information facilite également la productivité et l'innovation par la rencontre des talents qui mettent en commun leurs connaissances.

Les entreprises deviennent complémentaires ?

Oui, les entreprises deviennent complémentaires mais ces complémentarités surviennent sous différentes formes :

Cela arrive par exemple quand les produits de différentes entreprises répondent aux différents besoins d'une clientèle, ou quand les entreprises coordonnent leurs activités dans le but d'optimiser la productivité conjointement. Les entreprises peuvent également devenir complémentaires dans le cas du développement d'un service entre plusieurs entreprises, comme par exemple un département marketing commun à plu-

sieurs entreprises, d'où des synergies et des gains sur les coûts. Plutôt que de créer plusieurs petits services similaires, un seul service est créé en commun.

Certaines entreprises ont également créé des centres de formation et des laboratoires communs.

L'acheteur est-il intéressé par les clusters ?

La bonne réputation des clusters est un avantage au moment de l'acte d'achat. Un acheteur sera incité à acheter un produit d'une entreprise, membre d'un cluster.

L'acheteur est également avantage. Grâce au cluster, il a accès à l'information sur plusieurs produits en même temps.

De plus, l'effet cluster fait que les entreprises peuvent mieux et plus rapidement comprendre les attentes des clients et elles sont donc poussées à être plus innovatrices dans le but de répondre aux besoins des clients et des entreprises partenaires.

Y a-t-il des limites à cette organisation ?

Les personnes interrogées dans le cadre de ce mémoire, qui sont soit des directeurs de clusters soit des managers d'entreprises appartenant à un cluster, étaient globalement enthousiastes, pour eux le cluster n'apporte que des avantages, même si la concurrence entre entreprises est un frein. Suivant les secteurs, la coopération est plus ou moins poussée. Mais dans tous les cas, concurrence et coopération sont deux moteurs pour une plus grande productivité et une plus grande compétitivité des entreprises.

Donc, globalement pour mes interlocuteurs l'appartenance à un cluster est une expérience positive ; ils pensent que les adhésions aux clusters ne vont cesser d'augmenter.

Mais il n'est pas aisé d'évaluer les effets des clusters sur une entreprise. Il y a des

facteurs tangibles mesurables et d'autres intangibles qui le sont moins. Il est donc important d'améliorer l'évaluation de l'impact d'un cluster sur une entreprise.

L'organisation en cluster est-elle un phénomène marginal ou une donnée importante de l'économie basque ?

Les clusters ont un poids important dans l'économie de la Communauté Autonome Basque. Les 13 secteurs organisés comme tels représentaient 45% du PIB basque, en 2005 (donnée Eustat). Un 14^e cluster a été créé depuis cette date.

Les clusters permettent-ils de mieux résister à la crise actuelle ?

Je n'ai que des données de 2010 où Euskadi était déjà immergé dans la crise. Les responsables interrogés étaient relativement confiants.

Selon l'Observatorio de Coyuntura Industrial, en 2010 la plupart des clusters Basque avaient une assez bonne situation économique et leur situation n'était pas aussi inquiétante que dans le reste de l'Espagne.

En effet, en 2009, malgré la crise, 19 nouvelles entreprises sont devenues membres du cluster de l'automobile.

Aussi en 2010, le chiffre d'affaire d'Hegan, le cluster aéronautique, avait progressé de 4% et anticipait une progression de 6% pour 2011. Le cluster audiovisuel avait



Le logo d'Acicæ, le cluster du secteur automobile

connu une année 2010 difficile mais prévoyait une stabilisation pour 2011. La machine outil a doublé ses commandes en 2010, alors que le chiffre d'affaire d'Aclima, le cluster de l'environnement, a augmenté de 1% en 2010 et prévoyait une croissance de 5% en 2011. La production du cluster du papier avait progressé de 3% en 2010 et



se projetait sur une croissance similaire en 2011. Gaia, le cluster des télécommunications avait régressé de 2,2%, mais calculait une progression de 5% pour 2011, grâce à un effort d'internationalisation. Pour la directrice du cluster Uniport port de Bilbao, il faudra faire preuve de plus de promotion et de compétitivité, pour lutter contre la crise, ce que le cluster en lui-même est capable d'apporter.

Donc, au moment où j'ai réalisé ce mémoire (été 2011), la situation des clusters était loin d'être catastrophique. Ils persistaient malgré la crise économique mondiale. Il n'est pas possible de garantir que les clusters ne vont pas s'effondrer dans un futur proche si la crise continue d'être de plus en plus grave, mais ce que l'on peut dire, c'est que pour l'instant, le système ne montre pas de faiblesses et reste une force pour l'activité économique de l'autonomie d'Euskadi.

Ya-t-il des réalisations à mettre en avant ?

Il y a quatre réalisations majeures à mettre en avant :

Premièrement en ce qui concerne la création et la mise en place de normes de qualité : par exemple, le cluster du papier a permis à l'une de ses entreprises membres, Papel Aralar S.A., de mettre en pratique les certifications qualité ISO 9 000 et ISO 14 000. Hegan, le cluster de l'aéronautique a créé une norme de qualité nommé Hegan 9000. Cette certification combine les certifications européennes et américaines de ce secteur.

Ensuite, il s'agit du développement des programmes de formations. Uniport, le cluster du Port de Bilbao développe de plus en plus des programmes de formation spécifiques et le cluster de la machine outil a créé son propre Institut de formation.

Le développement de la recherche et développement (R&D) est également une réalisation importante liée au cluster car il peut

investir dans quelques programmes de recherche ou dans la création d'institut sectoriel de recherche. Aussi, le cluster de la construction navale développe des programmes de recherche spécifique pour l'élaboration de nouveaux systèmes d'isolation pour les cuves alors que le cluster de la machine-outil préfère créer ses programmes dans sa propre fondation de recherche.



Assemblée Générale du cluster Uniport port de Bilbao

Enfin, les clusters basques ont contribué à développer les exportations des secteurs concernés mais aussi à ouvrir plusieurs activités commerciales et productives à l'étranger (Institut France-Euskadi, 2005). Par exemple, la compéti-

tivité acquise par le cluster de l'aéronautique a permis au fabricant d'équipements Gamesa l'ouverture de sites de production en Pennsylvanie (USA) et en Inde dans le but de répondre à la demande intérieure de ces marchés (Informe anual Gamesa, 2010).

N'est-ce pas paradoxal de développer une organisation locale en pleine globalisation ?

Oui, en effet cela peut sembler paradoxal étant donné qu'il s'agit de deux tendances opposées mais pourtant les clusters sont des facteurs clés pour la compétitivité des régions dans un contexte de globalisation accrue.

De plus, même si les effets du local sont très présents dans un cluster, ils permettent à de nombreuses entreprises de s'internationaliser grâce à l'avantage compétitif qu'il constitue.

Il est donc possible de dire qu'en termes de cluster le local et le global sont liés et pour aller un peu plus loin, que le local contribue et favorise le global.

Les 14 clusters basques

Cluster	Année de naissance	Association
Machine-outil	1992	AFM
Electroménager	1992	ACEDE
Automobile	1993	ACICAE
Environnement	1995	ACLIMA
Port de Bilbao	1995	UNIORT BILBAO
Télécommunications	1996	GAIA
Energie	1996	Cluster de l'énergie
Sciences du management	1996	Cluster de la connaissance
Aéronautique	1997	HEGAN
Secteur maritime	1997	FORO MARITIMO
Papier	1998	PAPEL CLUSTER
Audiovisuel	2004	EIKEN
Transport et logistique	2005	CLUSTERTIL
Habitat, équipement intérieur	2009	HABIC

Recevez désormais le Lema par courriel
Vous souhaitez recevoir votre magazine Lema en avance ?
Vous souhaitez recevoir des informations et des invitations de la part de la rédaction de Lema ?

C'est très simple : il vous suffit de nous faire parvenir votre adresse électronique à : contact@ej-pnb.eu.
Et c'est tout. Alors, n'hésitez pas !





Retour des indépendantistes au pouvoir

Pauline Marois sera la première femme à la tête du Québec

C'est le Parti Québécois (PQ) mené par Pauline Marois qui a remporté les élections générales du 4 septembre dernier. Avec près de 32% des voix et 54 sièges, le PQ domine la nouvelle assemblée nationale québécoise et est revenu au gouvernement de la belle province après une éclipse de 9 ans.



Pauline Marois victorieuse

Mais, car il y a un mais, les électeurs québécois n'ont pas réussi à trancher nettement en faveur de l'un des 3 principaux partis en lice. Certes le PQ est arrivé en tête, mais il a perdu des voix par rapport aux élections précédentes de 2008 (-3.3%). Et le parti indépendantiste ne devance le Parti Libéral du Québec (PLQ) que de 4 sièges et de 0.7% des voix.

Autre épine dans son pied, l'apparition de Coalition Avenir Québec (CAQ) qui réunit souverainistes et fédéralistes et qui fait une apparition remarquée sur la scène électorale avec 19 sièges et 27,1% des voix. Il faut dire que la CAQ a bénéficié de la disparition de l'Action Démocratique du Québec (ADQ), qui était il y a quelques années encore, le second parti de la province.

En fait, les électeurs québécois ont d'abord signifié une chose claire : assez des libéraux au pouvoir ! Son inamovible chef de file, Jean Charest, est d'ailleurs le premier à payer l'addition, puisqu'il est battu dans sa circonscription, comme 15 de ses autres collègues sortants.

Le parti libéral perd mais résiste

Pour autant, ce n'est pas la bérézina annoncée pour le parti libéral malgré la forte contestation étudiante et des sondages alarmistes. Le PLQ maintient une forte assise (1/3 des voix), notamment dans ses fiefs de la région de Montréal et logiquement chez les anglophones.

Le Parti Québécois, classé au centre gauche et indépendantiste, n'a pas réussi à reformer la grande alliance souverainiste qui dépasse le clivage gauche-droite. Il a été dépassé sur son aile gauche et souverainiste par le petit Québec Solidaire (QS) qui fait élire son second député et qui double quasiment ses voix. A contrario, ses électeurs les plus modérés et les moins indépendantistes lui ont préféré la Coalition Avenir Québec, classée à droite de l'échiquier politique.

La CAQ, c'est le parti de l'année au Québec. Mené par François Legault (un ancien du PQ qui a mis de l'eau dans son vin indépendantiste), il rassure les milieux d'affaires et les électeurs péquistes plus soucieux de leur porte monnaie que de souveraineté. Il entre en trombe sur la scène politique québécoise, profitant de la disparition d'un l'Action Démocratique du Québec (ADQ). Reste à savoir si la coalition de François Legault réussira à s'enraciner dans le paysage électoral ou si elle ne sera pas, elle aussi, un OVNI de la vie politique de la belle province...

Devant cette victoire étriquée du PQ, les regards se tournent avant tout vers Pauline Marois. La nouvelle première ministre a su concilier une vie de famille bien remplie



Explosion de joie au siège du PQ

(elle est mère de quatre enfants et deux fois grands mères) et une carrière politique riche, avec notamment des responsabilités ministérielles. Elle est aussi considérée comme une femme de tête et d'expérience. Autant de qualités qui lui seront nécessaires pour naviguer entre les icebergs PLQ et CAQ.

Un référendum repoussé

Reste que la première victime de cette élection est la tenue rapide d'un référendum sur l'indépendance. Bien que farouche indépendantiste, Pauline Marois sait que le risque d'une victoire du Non est trop important. Dans son premier discours, elle s'est d'ailleurs donnée pour priorité « d'améliorer la vie des québécois ». Alors, le référendum n'est pas enterré, mais il attendra. Il attendra le temps que le Parti Québécois réussisse à convaincre une majorité de ses concitoyens que le Québec indépendant, c'est une chance pour demain !

Babugaizt

Les résultats des élections de 2012 au Québec

Sièges	Voix	
Parti Québécois (PQ)	54 (+3)	31.9% (35.2%)
Parti Libéral du Québec (PLQ)	50 (-16)	31.2% (42.1%)
Coalition Avenir Québec (CAQ)	19 (+19)	27.1%
Québec Solidaire (QS)	2 (+1)	06.0% (03.78%)
Autres	0 (-7)	03.8% (18.92%)



Le Congrès Mondial Basque de 1956

Il se tint du 23 septembre au 29 septembre 1956 à l'hôtel Palais d'Orsay, Quai Anatole France à Paris. Il fut conçu et organisé par le Gouvernement Basque et José Antonio Aguirre prit une part essentielle dans son organisation.

Ses objectifs

C'est au printemps 1954 au cours d'un voyage en Amérique Latine que José Antonio Aguirre eut l'idée d'organiser ce Congrès, idée qui fut bien accueillie par les collectivités basques d'Amérique.

Il s'agissait pour Aguirre de réveiller l'enthousiasme à l'approche du 20^e anniversaire de son Gouvernement de 1936. Un grand rassemblement des Basques du monde entier pouvait être de nature à chasser une certaine désillusion qui s'était instaurée du fait de la permanence de la dictature franquiste, de permettre de faire le bilan de 20 années de lutte, de constituer un point de rencontre avec les jeunes générations et également entre les Basques de l'intérieur et ceux de l'exil. En bref, ce Congrès pouvait constituer pour le Gouvernement Basque « une vaste confrontation avec son peuple ».

Aguirre voulait à la fois donner la place d'honneur aux Basques de l'intérieur qui devaient constituer « l'âme du Congrès » (mais sur les 363 congressistes, seulement 45 – il est vrai en majorité jeunes – purent assister au Congrès du fait de l'imperméabilité de la frontière) et aussi consolider les amitiés nouées à l'extérieur du pays depuis le début de l'exil.

Ce devait être en définitive un grand moment de réaffirmation nationale autour du Président Aguirre où le peuple basque exprimerait avec force son désir de paix, de liberté et de démocratie.

Son déroulement

Le Congrès – qui avait fait l'objet d'une préparation minutieuse durant de longs mois – fut remarquablement organisé et tint toutes ses promesses.

Aguirre fit un long discours consacré à « Vingt ans de gestion du Gouvernement Basque (1936-1956) ». Les jours suivants, les congressistes écoutèrent les rapports et les discussions qui suivirent des quatre sections : Politique, Culturelle, Socio-Economique et « Les Basques dans le Monde ».



Jose Antonio Aguirre au Congrès Mondial Basque

Tous les leaders et courants politiques, syndicaux et culturels opposés au franquisme étaient présents – à l'exception notable du leader socialiste Indalecio Prieto – ce qui donna au Congrès une grande représentativité.

Une note discordante fut donnée par Telesforo Monzón qui fit part de sa démission du PNV et du Gouvernement Basque depuis septembre 1953, démission qui était restée jusque là secrète. Partisan depuis plusieurs années de relations avec les monarchistes espagnols, il réaffirma son opposition à lier la cause basque à une solution déterminée

du problème politique espagnol, à savoir la République. En conséquence, il demanda qu'on enlève d'une motion le membre de phrase qui faisait état de la « coopération avec le Gouvernement de la République ». Manuel de Irujo lui répliqua sèchement qu'il faisait « œuvre démagogique » et qu'il ne représentait que lui-même.

Un des résultats immédiats du Congrès fut la constitution de la Confédération des Entités Basques d'Amérique (CEVA) avec des représentants d'Argentine, Chili, Uruguay et Venezuela.

Avec le Congrès Mondial Basque de 1956 – qui fut la dernière grande réalisation d'Aguirre – l'unité basque du « Pacte de Bayonne » de 1945 était pour un temps retrouvée.

A noter la présence du jeune (24 ans à l'époque) Txomin Peillen, aujourd'hui académicien basque et qui intervint au nom des Basques de Paris.

Jean-Claude Larronde



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat Oteiza
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / Mise en page : Izar Design
N° CPPAP 0613 P 11238



Jean Etchelecu, un militant de la terre basque

Le 19 juillet 2012, l'église de St-Jean-le-Vieux était bien trop petite pour accueillir un de ses fils Jean Etchelecu entouré de sa famille pour le dernier Agur Jauna. La foule était nombreuse et variée montrant la diversité des contacts et des liens tissés dans toute la société basque durant sa vie, par ce personnage qui aura marqué de son empreinte une bonne partie de ce territoire.

Un acteur économique

Durant toute sa vie, Jean Etchelecu a été un militant de la vie au Pays Basque sous toutes ses facettes : « *herrian bizi, herrian lana, orain eta hemen* » pourrait être le « lelo » qui a été sa feuille de route. Dès son plus jeune âge il aimait prendre des responsabilités et mener les hommes : bâtir, créer, c'était un leader naturel : président du comité des fêtes de St-Jean-le-Vieux, puis de Garzarrak, de l'organisation des premières CUMA ou encore la mise en place de sa première entreprise de ramassage scolaire.

Après ses premières classes au sein d'un grand groupe laitier Aquitalait, il préfère voler de ses propres ailes : créer avec une poignée d'agriculteurs la SICA Esnea qui va donner par la suite l'entreprise Onetik.

Visionnaire précoce, éternel incompris, il se brouille avec son président en 1980. Il crée immédiatement avec 25 bergers de Hélette et des alentours la fromagerie Agian. Projet fou car parti de rien, il acquiert la confiance des agriculteurs avant celle des banquiers. Bref, à force de volonté et de travail, il crée AGIAN, AGUR, et dernièrement IRRATI concernant le fromage, GEROARI et SAMET BESSONART pour la partie constructions métalliques, employant au total plus de 100 personnes.

Jean Etchelecu imagine, conçoit, et réalise rapidement malgré toutes les

embuches qu'il rencontre à toutes les étapes de sa vie de chef d'entreprise : son fils Peio dans l'hommage qu'il a rendu avec son frère Iñaki nous livrait : « *mais peut-on imaginer une seule seconde la quantité d'oppositions, d'obstacles et d'incompréhensions qu'il a dû surmonter pour atteindre ses buts. A la manière d'un combattant d'arts martiaux, il a souvent utilisé la force de son adversaire comme moteur pour mieux avancer ses propres projets. Ajouté à cela une audace incroyable et une combativité sans faille, vous avez la clef de l'énigme Etchelecu.* »

Jean Etchelecu



Un militant politique et culturel

Jean Etchelecu était aussi un militant culturel et politique, il était membre alderdikide de EAJ-PNB depuis une dizaine d'années. Je le vois encore à l'Alderdi eguna à Foronda près de Gazteiz, il y a 5 ou 6 ans avec un autre chef d'entreprise basque, venu écouter le message de notre lehendakari Juan Jose Ibarretxe qu'il aimait pour sa volonté, son charisme et sa détermination à donner une existence et un avenir à sa terre : Euskal Herria.

Couvrant son cercueil, l'ikurriña représentait bien ce que Jean aimait : par sa couleur de fond rouge, c'est le peuple basque qu'il affectionnait dans toutes ses facettes ; la couleur verte représente « les fueros » ou « lege zaharra », le burujabetasun que Jean revendiquait pour lui-même, son entreprise, son pays. Enfin la croix blanche par-dessus tout, c'est le côté religieux qu'avait voulu imprimer Sabino Arana Goiri, celui qui inventa l'ikurriña en 1892. J'ai appris le jour des obsèques que Jean avait toujours un chapelet dans sa poche.

Jean Etchelecu était aussi un homme convivial qui aimait passer du temps avec ses amis lors d'une partie de pelote ou autour d'un repas.

Malgré l'immense douleur d'une disparition trop précoce et trop brutale, ses 2 fils Peio et Iñaki militants Euskalzale et Abertzale lui ont rendu le plus bel hommage qu'un père puisse espérer de sa progéniture : hommage empreint d'admiration, de reconnaissance mais aussi d'affection pour tout ce qu'il a été et ce qu'il a fait.

Margarita, Peio, Iñaki, eta familia guziari gure doluminak : Ehorzketa egunean oroitarazi duzue zer gizon zen Jean Etchelecu eta hori manera handi eta eder batean. Eta zuen familia ikusiz ez da dudarik nehoren dako, bakotxak bere arloan eta bere nortasunarekin, Aitak ideki bideak, zabalduko dituziela herritarren biziaren hobetzeko, eta Euskal Herri hunek, finka dezan bere nortasuna eta bere burujabetasuna.

Agur eta ohore familia guziari.

Dani Camblong Hazparne



Un fils authentique du peuple basque

Je ne le reverrai plus au Biltzar des écrivains basques, à Sare, où il s'approchait toujours de la table de dédicace de mes livres et il ne participera plus aux débats avec les lecteurs de "la Semaine...". Je ne reverrai plus la belle silhouette, la discrète élégance de Joseba Agirre et son langage poli tant en euskara qu'en français à faire pâlir plus d'un académicien des deux langues...

Le fils du premier président d'Euskadi, décédé à la suite d'une longue maladie a été inhumé à St-Jean-de-Luz près de son père Jose Antonio Agirre, premier Lehendakari du Gouvernement autonome basque, dont le portrait ornait son bureau. Un buste de Jose Antonio Agirre est érigé à l'ombre des magnolias du luzien boulevard Thiers.

Il est né à Paris, en 1938, lorsque le gouvernement surgit du statut d'autonomie des provinces basques, fut voté en urgence le 7 octobre 1936, par les députés des gauches espagnoles, contraints par le soulèvement de Franco et le début de la guerre civile d'Espagne. Lorsque ce premier gouvernement basque présidé par son père devait affronter les durs chemins de l'exil, Joseba Agirre, comme "fils authentique du peuple basque" sût toute sa vie demeurer "discret mais ferme dans ses convictions abertzale, éduqué mais tenace et énergique au moment de défendre ses principes, sans omettre d'être un mari et un père parfaits".

Il fût donc "sérieux, discret et authentique, attiré par celui ou celle qui ne parle pas beaucoup et qui ressent les choses avec force" comme il aimait à définir son compatriote, le grand Pio Baroja...

Nous nous souvenons que son père, Jose Antonio Agirre, natif de Bilbao, ancien joueur de football de l'Athletic de Bilbao, étudiant à l'université de Deusto, avocat de carrière, était un des responsables du Parti Nationaliste Basque. Avant de devenir Lehendakari, il fût maire de Getxo, en Biscaye, président national de l'Action Catholique espagnole et plusieurs fois, député au Cortes, à Madrid. Défenseur infatigable de la cause de son pays, il mourût à 56 ans d'une crise cardiaque, à Paris, le 22 mars 1960. Sa dépouille fût transférée à Saint-Jean-de-Luz, où il resta une nuit dans la demeure de Telesforo de Monzon. Ses funérailles impressionnantes eurent lieu le 28 mars lors d'une messe célébrée dans l'église paroissiale de St-Jean-de-Luz. S'il a toujours eu beaucoup de fierté à transmettre l'oeuvre de son père, il n'a jamais cessé de participer activement à la vie économique, politique et culturelle du Pays Basque des deux côtés de la frontière. Et en particulier en Pays Basque nord, avec Jacques Saint-Martin, à l'époque où ce dernier présidait la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne, il fut un des précurseurs actifs des relations transfrontalières, malgré toutes les difficultés rencontrées.

Jacques Saint Martin rappelle qu'il n'avait pu nommer Joseba Agirre comme conseiller qu'avec l'autorisation du Conseil Supérieur des Chambres de Commerce pour inclure un Britannique, le fils du Lehendakari Agirre avait la double nationalité espagnole et britannique. En effet, né à Paris, le fils du Lehendakari avait étudié à Cambridge.

Il participa à partir de 1980 à d'autres activités d'égale importance, comme la création de l'association Iruña regroupant différentes entités de Bayonne désireuses d'établir un jumelage véritablement populaire entre Bayonne et la capitale navarroise...

De même, il occupa d'importantes fonctions économiques à Bilbao.

Mais St-Jean-de-Luz fût son véritable point d'ancrage : il se maria à Maria Joxepa Muñoa, née à Pau, fille d'une famille exilée. C'est là que réside également sa soeur Aintzane.

Alexandre de La Cerda



Joseba Agirre, à droite avec le fils du journaliste Steer

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : <http://www.ej-pnb.eu>
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramunxo Camblong** 06 19 97 15 75 rxocamblong@hotmail.fr - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 daniel.camblong@wanadoo.fr - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehere** 05 59 54 21 32



Euzko Alderdi Jeltzalea
Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé